

cyberaction N° 543: *SOUTIEN AUX RÉFUGIÉS DU CAMP DE CHOUCHA*

Alors que le HCR maintient la date de fermeture du camp de réfugié de Choucha au 30 juin, les réfugiés continuent leurs actions pour être entendus des autorités et obtenir leur réinstallation dans un pays où ils pourront reconstruire leur vie de manière durable.

Le HCR a fait quelques concessions, tout en continuant à traiter les personnes de manière différenciée. Ainsi, 403 personnes à qui le HCR a reconnu le statut de réfugié et qu'il a accepté dans le programme de réinstallation dans un autre pays, vont être logées dans un foyer en attendant leur départ pour leur pays de destination. À environ 400 autres personnes que le HCR a reconnues comme réfugiés, mais qu'il n'a pas accepté pour le programme de réinstallation, il est proposé un programme d'intégration en Tunisie, avec un soutien financier de 5000 dinars (environ 2300 €) pour monter un projet d'activité. Quand à ceux qui n'ont pas été reconnus par le HCR, ils auront simplement droit à un titre de séjour leur permettant de rester en Tunisie.

Rappelons que si la Tunisie a accueilli plus de 500 000 réfugiés pendant la guerre en Libye, lesquels sont pour la plupart rentrés dans leur pays, les pays occidentaux, eux n'ont accepté que quelques milliers de réfugiés, et ont traité en « clandestins » ceux qui essayaient de rejoindre ses côtes.

Le HCR n'est pas une organisation non-gouvernementale, mais une agence intergouvernementale, ce qui explique les modalités de son action en Tunisie, et les difficultés qui sont survenues avec les réfugiés de Choucha, dont la lutte continue.

Trois mois plus tard, une partie des réfugiés, environ 400 personnes, sont restés sur le site du camp, sans eau et sans nourritures, dans des conditions extrêmement difficiles. Il survient en allant faire des petits boulots à la ville la plus proche et en mendiant sur la route. D'autres ont accepté le programme d'intégration en Tunisie, mais celui-ci prévoit un soutien financier dégressif, et il est difficile pour de trouver du travail dans un pays en crise. D'autres ont entrepris la dangereuse traversée vers l'Europe.